

[Français]

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, tantôt j'entendais l'honorable député de Laval-des-Rapides (M. Garneau) s'étonner et nous parler du manque de sérieux de notre leader parlementaire. Moi, je m'étonne que le député de Laval-des-Rapides—qui sait qu'il est connu comme un ancien banquier, et qui a même rempli des tâches politiques relativement importantes dans un autre gouvernement—aujourd'hui, ne cesse d'énervier la population canadienne, et d'accuser des banques de manquer de liquidités. Le député de Laval-des-Rapides sait très bien lorsqu'il fait cela, qu'il expose ces banques à des problèmes et ce, à cause des postes qu'il occupait lui-même antérieurement. Serait-il devenu incompetent ou bien a-t-il menti à la population lorsqu'il a affirmé qu'un problème de liquidités grave affectait la banque de Colombie-Britannique et pouvait affecter également la Banque Continentale du Canada? Cela a eu pour effet de causer des problèmes à chaque directeur de ces succursales, qui ont eu à rencontrer des gros déposants et à leur expliquer que tout allait bien. Les cadres supérieurs, les vice-présidents de ces deux banques, ont dû affirmer au niveau canadien que c'était faux et qu'il n'y avait pas de problème de liquidités à l'intérieur de ces deux banques!

Le député de Laval-des-Rapides ainsi que ses collègues ont tout intérêt, du moins on dirait que c'est là leur objectif, de faire en sorte que les choses aillent mal dans le système bancaire canadien. C'est sûr! Et ensuite ils mettront la faute sur le gouvernement. Voilà donc pourquoi ils voudraient en parler toute l'année, pour créer la panique encore une fois et, d'une façon plus approfondie, développer des racines de panique dans la population. Ils vivent peut-être des problèmes que l'on connaît, parce que cela fait leur affaire et ils seraient même prêts à briser notre système bancaire, à se faire hara-kiri pour briser nos banques, à briser notre économie, parce qu'ils sont tellement affamés du pouvoir qu'ils ont perdu le 4 septembre 1984.

Je regrette que ce matin il manque un député, soit celui de Saint-Maurice (M. Chrétien) qui est peut-être à Bay Street, mais j'aurais bien aimé que ce député qui a donné le «coup de pichenotte» au problème que l'on connaît aujourd'hui soit présent à la Chambre afin de participer à cette discussion.

Sous le régime qui nous a précédés, le nombre des banques canadiennes est passé à 70. Alors c'est parmi ces banques que l'on rencontre des problèmes également. Les libéraux n'ont pas mis en place de législation appropriée pour prévenir les problèmes dont nous héritons aujourd'hui.

De plus, ce qui a causé la plupart de ces problèmes, c'est le fameux Programme national de l'énergie. Avec celui-ci, dont le député de Saint-Maurice est prioritairement le responsable, les libéraux ont créé, sur une base nationale, un empire de papier, un château de cartes qui s'est effondré, un château de cartes qui avait ses bases sur des prix négociés du pétrole, alors que ces prix ne tenaient pas compte de la loi de l'offre et de la demande. Ils ont donc développé une politique qui a eu pour résultat un climat de confrontation avec les provinces. Les libéraux ont été affamés et ont voulu imposer des taxes quotidiennes sur toute notre industrie pétrolière. Ils ont eu, monsieur le Président, les yeux plus grands que la panse. Ils ont

Attribution de temps

défié les lois de l'économie. Et aujourd'hui, ces mêmes libéraux nous disent qu'on va dépenser . . . ils nous parlent d'un milliard de dollars pour remettre à certains déposants les sommes qu'ils avaient déposées dans la Norbanque et dans la Banque Commerciale du Canada. Les libéraux savent qu'il ne s'agit pas de 875 millions de dollars. Ils savent que les entreprises qui déposent . . . il y a un facteur économique à considérer, ils paient l'impôt sur cela, et le coût net, ils savent très bien que c'est 470 millions de dollars, ce qui est différent de 1 milliard de dollars.

Les libéraux ont tellement agi au niveau des coûts économiques, ils ont accumulé un déficit de 200 milliards dans les dernières décennies, toujours au nom des coûts économiques.

Monsieur le Président, il faut prévoir que si on décide de rembourser les déposants des banques, c'est parce qu'on a parmi cela des organismes communautaires, religieux . . . des organismes de charité, des caisses d'épargne, des syndicats, des commissions scolaires, des petites et moyennes entreprises, des individus, des villes, des municipalités. On ne sait pas jusqu'où peut aller le fait de laisser à elles-mêmes ces banques-là. Les libéraux doivent penser aujourd'hui que le «coup de pichenotte» sur le jeu de dominos a été donné par eux-mêmes il y a quelques années, et c'est malheureusement nous qui avons à faire face aux problèmes.

On nous parle aussi de banques étrangères qui seraient remboursées. On parle de 113 millions de dollars. On sait que les deux banques en cause ont des actifs qui représentent 1 p. 100 des actifs du système bancaire canadien. On n'a pas accès, monsieur le Président, à tous les chiffres, mais on peut faire facilement une extrapolation très conservatrice, avec un petit «c», si 113 millions égalent 1 p. 100 des actifs, 11.3 milliards égalent 100 p. 100 des actifs. C'est donc dire qu'on a probablement au moins 11.3 milliards de dépôts de banques étrangères dans nos banques canadiennes. Si on ne règle pas le problème de nos 113 millions de dollars, on court des chances . . . il y a des probabilités que les banques étrangères retirent 11.3 milliards de dollars, par manque de confiance à notre système bancaire et à notre gouvernement. On ne peut accepter cela, parce que 11.3 milliards de dollars, si on pense à un revenu de 10 p. 100 en dedans d'un an, cela fait un milliard de dollars.

Ensuite, ces banques étrangères . . . ce sont des investissements dans nos PME. Ce sont des investissements dans le fonds de roulement de milliers de nos entreprises canadiennes qui, advenant le retrait de ces dépôts étrangers, devraient trouver ailleurs leur financement pour leurs liquidités.

Les libéraux parlent toujours d'un milliard de dollars. On parle de 470 millions de dollars. Je voudrais rappeler, monsieur le Président, aux libéraux ce qu'ils ont fait peu d'années avant que le peuple canadien s'aperçoive de leurs erreurs. Je voudrais leur parler de Consolidated Computer, où ils ont investi, sans aucun rendement, 125 millions de dollars. Je voudrais aussi leur parler de CCM, une petite entreprise où ils ont investi 15 millions de dollars, sans rendre de compte. Je voudrais également parler de la compagnie Maislin, où ils ont investi 32 millions de dollars. De Massey Ferguson, où ils ont investi 125 millions de dollars.